

Express

Que vaut l'armée française?

Par Christophe Barbier, publié le 12/04/2011

Alors que l'armée française est engagée en Libye, *L'Express* a demandé à deux experts de la jauger. Pierre Servent publie cette semaine *Le Complexe de l'autruche*. Pour en finir avec les défaites françaises (Perrin), après avoir reçu le prix d'Estienne-d'Orves 2010 pour *Les Guerres modernes racontées aux civils... et aux militaires* (Buchet-Chastel). Louis Gautier est président du club Orion/fondation Jean-Jaurès, ancien conseiller pour la défense de Lionel Jospin à Matignon et a publié *La Défense de la France après la guerre froide* (PUF)

L'affaire libyenne ne montre-t-elle pas que notre armée demeure excellente?

Pierre Servent: Dans le cadre d'une paupérisation européenne générale, deux pays s'en sortent: le Royaume-Uni et la France. Nous avons les instruments pour réagir vite, ce que la France a su faire dans le brouillard libyen. C'est un plus par rapport aux Américains et à leurs lourdes procédures. Néanmoins, je demeure très préoccupé par la perspective de nouvelles coupes budgétaires.

Louis Gautier: Dans cette opération à la difficulté relative, nous avons engagé le meilleur de nos capacités, mais, à ce jour, 60% des missions furent effectuées par les Américains. La Libye confirme qu'aucun conflit complexe n'est à la portée d'un seul pays européen: nous devons désormais agir dans des coalitions, alors que, avec des moyens militaires équivalents en volume à ceux de la guerre froide, la France aurait sans doute pu intervenir seule en Libye. En vingt ans, les crédits militaires ont été amputés de plus de 100 milliards d'euros.

Cela ne nous oblige-t-il pas à être plus imaginatifs dans nos relations avec nos alliés?



Pierre Servent publie *Le Complexe de l'autruche. Pour en finir avec les défaites françaises* (Perrin).

DR

P. S.: Oui! Nous sommes dans un monde incertain qui exige du pragmatisme. C'est pourquoi la France a eu raison de revenir dans le commandement intégré de l'Otan. Dans le débat Otan-Union européenne, nous devons oublier notre goût des jardins à la française. Nous sommes face à des mikados complexes, il faut donc utiliser des boîtes à outils différentes - encore faut-il qu'il y ait des outils dedans! Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, nous avons dû racheter aux Allemands des missiles que nous leur avions vendus... Il faut que les présidentiables aient le courage de dire aux citoyens qu'une part de leur destin se joue à travers ces choix en matière de capacité militaire.

L. G.: En vingt ans d'opérations extérieures, nous avons vu la dimension guerrière reprendre ses droits dans la gestion des conflits. Les Européens sont aussi de plus en plus confrontés à leurs responsabilités propres dans des zones où les Américains se retirent sur la pointe des pieds, en estimant naturel de leur passer le relais. L'Europe désarme, mais, collectivement, les Vingt-Sept dépensent encore 170 milliards d'euros pour la défense. Il y a donc de l'argent, mais c'est chacun pour soi et dans le désordre. Or, au XXI^e siècle, les défis de sécurité comportent la stabilité et la paix de notre voisinage, mais exigent aussi de répondre aux stratégies de puissance des nouveaux géants. C'est au niveau européen qu'il faut s'organiser sauf à ce que l'Europe devienne une "grosse Suisse" riche, vieille et vulnérable.

Faut-il relancer la Communauté européenne de la défense?

L. G.: Cela prendra une génération, mais c'est la seule échelle pertinente et le seul horizon possible. Alors que triomphent les principes humanitaires auxquels l'Europe est attachée, beaucoup de pays sont aux

abonnés absents en Libye. Si les Européens ne soutiennent pas davantage leurs idéaux, personne ne le fera à leur place. Paris et Londres affirment aujourd'hui leur leadership militaire en Europe, mais c'est du "court-termisme". Demandons-nous pourquoi [l'Allemagne n'a pas voté la résolution sur la Libye à l'ONU](#) et appuie peu sa mise en oeuvre à l'Otan. Comment en est-on arrivé là? Non seulement l'Europe de la défense n'avance pas, mais elle se détricote.

P. S.: En 2005, lors du référendum sur la Constitution, l'argument "l'Europe, c'est la paix" ne portait pas, car la paix était une évidence. Pourtant cela reste un objectif majeur. La paix entre nous et la paix exportée par notre force diplomatique et militaire, ce sont des choix politiques volontaristes.

Que dire à un présidentiable?



Louis Gautier est Professeur à l'université Lyon III.

© JY Lacôte

L. G.: D'abord, d'être honnête. Nicolas Sarkozy, si critique en 2007 sur la gestion financière des armées, laissera un déficit de plusieurs dizaines de milliards à la Défense. Certes, il y a eu la crise économique, mais les budgets militaires, ces dernières années, ont été établis en trompe l'oeil: des recettes ont été exagérées, tel le produit des ventes immobilières, des dépenses, non budgétées, comme le retour dans l'Otan. Il faut une nouvelle programmation militaire, avec des choix clairs, et surtout s'y tenir. Les marges sont très faibles. Après la baisse d'effectifs de 54 000 hommes, décidée en 2009, on ne peut plus tailler dans les formats.

P. S.: L'histoire ne se répète pas, mais nous retrouvons aujourd'hui dans l'air un puissant parfum des années 1930: sinistrose, crise identitaire, principe de précaution, avec la ligne Maginot hier et le "zéro mort" aujourd'hui. On aime les militaires s'ils sont des Mère Teresa en treillis. L'Etat régalien est sacrifié au profit de l'Etat providence, et un candidat qui

proposerait de baisser les prestations sociales pour accroître le budget militaire serait impopulaire. Et, pourtant, si nous diminuons les crédits, nous cassons l'outil: les militaires en opération extérieure ont du bon matériel, mais pas ceux qui sont en métropole, ce qui mine leur moral.

Quels budgets sanctuariser?

L. G.: Ce qui confère à notre pays un avantage stratégique ou opérationnel doit être préservé. Pour les équipements, il faut sanctuariser les crédits qui vont à la dissuasion, au spatial, aux missiles et aux systèmes antimissiles, aux drones, bref, tout ce qui conditionne notre supériorité militaire et technologique de demain. Nous devons aussi sauver notre capacité opérationnelle à intervenir en premier dans les conflits, donc conserver certains moyens et garder une culture d'état-major, au contraire de la plupart des pays européens, pieds et poings liés dans l'Otan. Nous devons hiérarchiser nos engagements. La situation en Méditerranée ou en Afrique doit mobiliser toute notre attention. Il faut préparer notre retrait d'Afghanistan, où nous restons par solidarité avec les Américains, ce qui ne fait pas en soi une politique et coûte 400 millions d'euros par an.

P. S.: Comme le dit le Livre blanc sur la défense, le monde n'est pas plus dangereux qu'hier, il est plus incertain. La France doit donc avoir toute la gamme, des rangers aux satellites, en passant par les forces spéciales et la dissuasion, pour gérer les minicrises comme les guerres de haute intensité. De ce clavier se dégagent une cohérence et une puissance qui sont dissuasives, ce qui est crucial. Sur l'Afghanistan, la France a eu le mérite d'être la première nation à poser le problème politique pour toute la zone Afghanistan-Pakistan.

Le commandement doit-il faire sa révolution?

P. S.: La France doit former des chefs - militaires et civils - dotés des qualités intellectuelles des grandes écoles, mais aussi d'humilité, d'humour, d'une capacité à travailler en équipes hétérogènes pour donner des stratégies de puissance, pas une gestion féodale du pouvoir. Quand une idée nouvelle surgit, la réaction est: "Que veut-il, celui-là? Ma place?" Dans le passé, les chicayas entre généraux ont existé dans tous les pays, mais la France est le seul où cela continuait quand l'ennemi était aux portes!

L. G.: La "politique des petits bâillons" censure aujourd'hui la parole des militaires : en droit, la liberté d'expression est reconnue aux militaires, mais, dans la pratique, on leur interdit de parler. Dès qu'ils sortent de la version officielle, ils sont sanctionnés. C'est une absurdité, car le débat sur la défense a besoin d'être nourri dans notre pays et ce n'est pas sain en démocratie. Je pense aussi qu'il faut rapprocher hiérarchie formelle et hiérarchie réelle des états-majors, qui ne coïncident plus depuis la réforme de 2005, et veiller à la place des militaires dans la cité. La professionnalisation, la concentration des unités sur des bases de défense peuvent avoir pour conséquence de distendre le lien avec la société civile et avec nos élus.